



COMMUNAUTE DE COMMUNES



Sidobre Vals et Plateaux

54 route du Lignon, Vialavert – 81260 LE BEZ

Tél : 05 63 73 03 86

Mail : urbanisme@ccsvp.fr

Demande déposée en Mairie le : 05/10/2021

N° PC 081 227 21 B0011

Par : PHARMACIE DE ROQUECOURBE représentée par Madame CAUQUIL Stéphanie

Demeurant à : 3 avenue de Castres ; 81210 ROQUECOURBE

Pour : la construction d'une pharmacie

Situé à : avenue de Castres, « le Bourg » ; 81210 ROQUECOURBE

ARRETE

accordant un permis de construire
au nom de la commune de ROQUECOURBE

Le maire de Roquecourbe,

Vu la demande de permis de construire présentée le 05 octobre 2021 par la PHARMACIE DE ROQUECOURBE représentée par Madame CAUQUIL Stéphanie demeurant 3 avenue de Castres ; 81210 ROQUECOURBE.

Vu l'objet de la demande :

- Pour la construction d'une pharmacie
- Sur un terrain situé avenue de Castres, « le Bourg » ; 81210 ROQUECOURBE
- Cadasté AM 381 et AM382
- Pour une surface de plancher créée de 217 m²

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1 et R.410-1 et suivants ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le plan de prévention des risques naturels prévisibles « Mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait - gonflement des argiles » approuvé par arrêté préfectoral le 13 janvier 2009 ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal « Sidobre-Val d'Agout » approuvé le 24 février 2020 ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 13 décembre 2021 renonçant à l'emplacement réservé n°3 pour la réalisation d'un équipement public ;

Vu l'avis favorable de Territoire d'Energie du Tarn en date du 27 octobre 2021 ;

Vu l'avis favorable du service VEOLIA en date du 14 décembre 2021 ;

Vu les pièces fournies en date du 23 novembre 2021 et 14 décembre 2021 ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu les décrets des 17 mai 2006 et 11 septembre 2007 et les arrêtés des 1 août 2006 (modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007) et 21 mars 2007 relatifs à l'accessibilité des personnes handicapées des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation lors de leur construction ou leur création ;

Vu le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ses dispositions générales et particulières) ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées en date du 04 novembre 2021 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité ERP / IGH en date du 04 novembre 2021 ;

Considérant que le projet porte sur un établissement recevant du public ;

Considérant que le projet se situe sur un terrain inclus dans le périmètre du plan de prévention des risques naturels prévisibles "retrait-gonflement des argiles" ;

Considérant que le conseil communautaire a renoncé à l'emplacement réservé car le projet porte sur la construction d'une pharmacie à proximité de la maison de santé intercommunale ;

Considérant que le projet porte sur la construction d'une pharmacie ;

ARRETE

Article 1

Le permis de construire est accordé sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants.

Article 2

Le présent permis de construire vaut Autorisation de Travaux au titre des Etablissements Recevant du Public.

Article 3

Le pétitionnaire devra lors de la réalisation du permis de construire, se conformer à la totalité des prescriptions mentionnées dans les avis émis par les commissions cités ci-dessus et annexés au présent arrêté.

Article 4

Le projet est situé sur un terrain inclus dans le périmètre du plan de prévention des risques « retrait-gonflement des argiles » approuvé par arrêté préfectoral du 13 janvier 2009. A ce titre, il devra respecter les règles de construction et d'aménagement des abords édictées par le règlement annexé à ce plan et consultable en mairie.

Fait à Roquecourbe, le 7 janvier 2022

Le Maire,

**Le Maire,
Michel PETIT**



Date d'affichage de l'avis de dépôt en mairie : 05 octobre 2021

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Cette autorisation de construire ou d'aménager est susceptible de donner lieu au paiement de :

- **La taxe d'aménagement (TA) prévue aux articles L.331-1 à L.333-31 du code de l'urbanisme,**
- **La redevance d'archéologie préventive (RAP) prévue aux articles L.524-2 à L.524-15 du code du patrimoine.**

Le montant de ces taxes est calculé par la direction départementale des territoires à partir des éléments fournis par le demandeur lors du dépôt de permis ou de la déclaration préalable. Le cas échéant, une lettre d'information vous sera adressée par ce service à l'issue de la délivrance de cette autorisation pour vous indiquer le montant que vous auriez à acquitter. Il est à noter que cette redevance est déclenchée par la délivrance d'une autorisation de construire ou d'aménager et non pas le début ou la fin des travaux.

Le recouvrement est effectué par la direction départementale des finances publiques. Il est effectué en une fois si la somme ne dépasse pas 1500 € dans un délai de 12 mois après la délivrance de l'arrêté d'autorisation de construire ou d'aménager. Au-delà de cette somme, il fait l'objet de 2 titres de perception émis 12 et 24 mois après la délivrance de l'arrêté et correspondant chacun à la moitié de la somme totale à acquitter au titre de la TA. La RAP fait l'objet de l'émission d'un titre unique payable avec la 1^{ère} échéance de la TA.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R. 424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- Adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n°13407 est disponible à la mairie ou sur site internet urbanisme du gouvernement) ;
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaires du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue à l'article L.242-1 du code des assurances.

République Française

Département du Tarn
Arrondissement de Castres
Communauté de Communes
Sidobre Vals et Plateaux
Tel : 05.63.73.03.86
Courriel : contact@ccsvp.fr

Extrait du Registre des Délibérations
du Conseil Communautaire
de la Communauté de Communes
Sidobre Vals et Plateaux

Séance du lundi 13 décembre 2021

Date de la convocation
06/12/2021

L'an deux mille vingt-et-un et le treize décembre l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie à Vialavert, sous la présidence de Jean-Marie FABRE,

Membres en exercice :

32

Présents : 22

Représentés :

9

Votants: 31

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Secrétaire de séance:

François BONO

Présents : Jean-Marie FABRE, François BONO, Jean-Claude GUIRAUD, Michel PETIT, Alain RICARD, Nicolas ALIBERT, Brigitte PAILHE FERNANDEZ, Christine BERNOT, Francis GALINDO, Bernard CALVET, Christine CALVET, David ESCANDE, Michel LOUBET, Roger MEUNIER, Paul MUFFATO, Françoise NOGUES, Elsa PERRICHON, Patrick PISTRE, Christian SAISSAC, Valérie SEGUIER, Serge SERIEYS, Jean-Michel TALMANT

Représentés: Françoise PONS, Didier GAVALDA, Lucien BIAU, Marie-Christiane BOUSQUET, Gilles COMBES, Jean-Marie DESSENS, Françoise GAU, Myriam PELFORT, Denis SOLIVERES

Excusés: Geneviève VIALATTE

Absents:

N° : DE_2021_134

Objet: Renoncement à l'emplacement réservé n°3 institué sur la commune de Roquecourbe dans le plan local d'urbanisme intercommunal " Sidobre-Val d'Agout " -

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal « Sidobre-Val d'Agout » approuvé le 24 février 2020,

Monsieur le Président précise au conseil communautaire que l'emplacement réservé ER3 a été institué sur la commune de Roquecourbe lors de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal « Sidobre-Val d'Agout ». Cet emplacement réservé situé sur les parcelles AM 381 et AM 382 est au bénéfice de la communauté de communes Sidobre Vals et Plateaux pour la réalisation d'un équipement public.

Monsieur le Président rappelle que la communauté de communes avait créé cet emplacement réservé dans l'objectif qu'une pharmacie s'implante à côté de la maison de santé pluridisciplinaire construite par la communauté de communes. La pharmacie de Roquecourbe a déposé le 05 octobre 2021, un permis de construire pour construire le nouveau bâtiment de la pharmacie. L'emplacement réservé n'a donc plus d'intérêt.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité

RENONCE à l'emplacement réservé ER3 sur la commune de Roquecourbe (pour la réalisation d'un équipement public). Cette renonciation ne sera toutefois pas maintenue si l'objet du projet (construction d'une pharmacie) n'était pas respecté.

DECIDE que la mise à jour des documents graphiques du plan local d'urbanisme intercommunal « Sidobre-Val d'Agout » soit effectué en ce sens lors d'une prochaine modification ou révision du PLUI.

AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à signer tout acte ou document relatifs à cette affaire.

Brassac, Burlats, Cambournès, Fontrieu, Lacaze, Lacrouzette, Lasfaillades, Le Bez, Le Masnou Massuguiès, Montfa, Roquecourbe, Saint-Germier, Saint-Jean-de-Vals, Saint-Pierre de Trivisy, Saint-Salvy de la Balme, Vabre.

081-200066561-20211213-DE_2021_134-DE

Fait et délibéré à Vialavert, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil Communautaire.

Monsieur Jean-Marie FABRE,
Président de la Communauté de Communes
Sidobre Vals et Plateaux.



RF
Sous-Préfecture de Castres
Contrôle de légalité
Date de réception de l'acte : 23/12/2021
081-200066561-20211213-DE_2021_134-DE

Brassac, Burlats, Cambournès, Fontrieu, Lacaze, Lacrouzette, Lasfaillades, Le Bez, Le Masnou Massuguiès, Montfa, Roquecourbe,
Saint-Germier, Saint-Jean-de-Vals, Saint-Pierre de Trivisy, Saint-Salvy de la Balme, Vabre.

Albi, le 27/10/2021

Communauté de communes Sidobre
Vals et Plateaux
Vialavert
81260 Le Bez

Objet :

Demande d'un PC

Dossier PC08122721B0011

Pour PHARMACIE DE ROQUECOURBE
Monsieur CAUQUIL Stéphane

Adresse parcelle :
Avenue de Castres
ROQUECOURBE

Références cadastrales :
AM 381 - 382

Affaire suivie par Thibaut Tournet

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance notre avis concernant le raccordement en énergie électrique du projet cité en objet.

Le projet nécessite la réalisation d'un branchement

Issu du réseau basse tension du poste N° : P. 1 - BOURG

Le coût d'alimentation du raccordement est à la charge du pétitionnaire. Le point d'alimentation sera situé en limite de propriété.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le représentant du Territoire d'énergie Tarn



Urbanisme

De: JEANNIN, Laurent <laurent.jeannin@veolia.com>
Envoyé: mardi 14 décembre 2021 16:07
À: Urbanisme
Objet: Re: PC 081 227 21 B0011

Bonjour.

R.a.s, conduite située au droit du terrain.

Cordialement

L.jeannin

Le mar. 14 déc. 2021 à 11:24, Urbanisme <urbanisme@ccsyp.fr> a écrit :

Merci d'accuser réception de ce message.

Bonjour,

Je me permets de revenir vers vous concernant ce dossier qui est sans réponse de votre part. Pourriez-vous émettre un avis slvpl ?

Cordialement.

Service instructeur ADS

Communauté de Communes Sidobre Vals et Plateaux

Vialavert - 81 260 LE BEZ

05 63 73 03 86

De : Urbanisme <urbanisme@ccsyp.fr>
Envoyé : vendredi 15 octobre 2021 14:55
À : 'JEANNIN, Laurent' <laurent.jeannin@veolia.com>
Objet : PC 081 227 21 B0011



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFÈTE DU TARN

Direction départementale des
territoires

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDT 81/SCHAT/PLHVC/BBPA

Dossier suivi par :
Eliane TREILLET

Tél. : +33 581275012
Fax: : +33 581275006
eliane.treillet@tarn.gouv.fr

**Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité des personnes
handicapées**

Réunion du jeudi 4 novembre 2021

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

Code de la construction et de l'habitation, notamment, les articles L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 et suivants ;

DOSSIER N° AT 081 227 21 B 0003
N° urbanisme : PC 081 227 21 B 0011

Commune : ROQUECOURBE

Demandeur : PHARMACIE DE ROQUECOURBE représenté(e) par Mme CAUQUIL Stéphanie

Adresse du demandeur : 3 Avenue de Castres 81210 ROQUECOURBE

Nom établissement : PHARMACIE

Adresse des travaux : Avenue de Castres 81210 ROQUECOURBE

Type : M Magasins de vente, centres commerciaux / Catégorie ERP : 5

Nature des travaux :

construction neuve

Demande de dérogation : non

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS

Le revêtement du cheminement accessible depuis l'accès de la parcelle devra présenter un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement permettant sa détection à la canne blanche ou au pied. A défaut, le cheminement devra comporter un repère continu, tactile pour le guidage à l'aide d'une canne d'aveugle et visuellement contrasté par rapport à son environnement pour faciliter le guidage des personnes mal-voyantes. Ces bandes de guidage répondront à la norme NF P 98-352.

Le sol ou le revêtement de sol du cheminement accessible sera non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue.

Réaliser le comptoir adapté à une hauteur maximum de 0,80 m, avec un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de large et 0,70 m de hauteur. Il devra permettre une communication visuelle de face en évitant l'effet d'éblouissement ou de contre-jour.

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions et recommandations énumérées ci-dessus.

A ALBI, le jeudi 4 novembre 2021
Pour la Préfète
Le président de la commission


M RENAULT Dominique

**Procès-verbal d'étude de la Sous-Commission
Départementale de Sécurité ERP / IGH
en date du 4 novembre 2021**

ORDRE DU JOUR N° : 45

Dossier transmis par : **Mme, M. l'instructeur ADS - Communauté de communes Sidobre
Vals et Plateaux**

Réf. du dossier : **227M999 (2021768)**

Commune : **ROQUECOURBE**

Établissement : **PHARMACIE DE ROQUECOURBE**

Adresse : **avenue De Castres**

- **PC 22721B0011 + DAT 22721B0003**
Date de dépôt en mairie : 5 octobre 2021
Construction d'une pharmacie

Maître d'ouvrage : **M. Stéphane CAUQUIL**
PHARMACIE DE ROQUECOURBE

Affaire suivie par : **Lieutenant hors classe Hervé THOMAS**

Description des travaux

Le projet porte sur la construction d'un bâtiment à simple rez-de-chaussée d'une em-
prise au sol d'environ 270 m² en périphérie du centre village de Roquecourbe.

A l'issue des travaux, l'établissement à usage de pharmacie sera distribué comme suit :

- une surface de vente de 117 m²
- un local orthopédie
- un local confidentialité
- un back office de 38 m²
- locaux sociaux
- bureau
- laboratoire et local préparation
- sas de livraison
- local DASRI

Effectif

L'effectif théorique maximum susceptible d'être reçu simultanément s'élève à **39 personnes** auxquelles il conviendra d'ajouter le personnel (4 personnes).

Cet effectif est déterminé en fonction du calcul effectué comme suit (Art. M2) :

- 1 personne pour 3 m² de la surface de vente (117/3)

Nota : voir observation relative aux mesures applicables durant la gestion de la crise COVID-19

Classement

Établissement de type M de 5^{ème} catégorie

Dispositions réglementaires applicables

- Code de la construction et de l'habitation (articles R 143-1 à R 143-47, R 184-2 à R 184-3).
- Arrêté modifié du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public (ERP).
- Arrêté modifié du 22 juin 1990 portant approbation des dispositions particulières aux établissements de 5^{ème} catégorie.
- Arrêté du 10 novembre 2016 portant règlement de défense extérieure contre l'incendie pour le département du TARN.
- Décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n°2021-699 relatif aux mesures générales nécessaires à la gestion de sortie de crise sanitaire pris en application de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021.
- Arrêté modifié du 22 décembre 1981 portant approbation des dispositions particulières du type M (Magasins et centres commerciaux).

Engagement relatif à la solidité

Conformément à l'article 45 du décret 95-260 du 08 mars 1995 modifié, l'engagement du maître d'ouvrage à respecter les règles de construction et notamment celles relatives à la solidité a été produit sous la forme du paragraphe 8 " Engagement du (ou des) demandeurs " de l'imprimé du permis de construire signé par le maître d'ouvrage.

Étude de la notice de sécurité

La notice de sécurité jointe au dossier précise notamment les points suivants :

Accessibilité :

- 1 façade accessible par voie engins

Implantation :

- isolement par rapport aux tiers en vis à vis réalisé par une distance supérieure à 8 mètres
- pas de tiers superposés
- pas de tiers mitoyens

Dispositions constructives : cloisonnement traditionnel

Locaux à risques particuliers : sans objet

Aménagements intérieurs :

- revêtements de sols : M0
- revêtements muraux : M1
- revêtements de plafonds : M1
- mobilier : M3

Dégagements :

Niveau	Effectif à évacuer*	Dégagements réglementaires		Dégagements réalisés		Solutions GN 8 retenues par niveau
		Nbre sorties	Nbre UP	Nbre sorties	Nbre UP	
rez-de-chaussée	43	1	2	1	2	Sortie directe de plain pied sur l'extérieur

* Effectif du public + celui du personnel s'il ne possède pas ses propres dégagements

- la distance à parcourir pour rejoindre la sortie est inférieure à 25 m.
- portes coulissantes à ouverture automatique

Ascenseur : sans objet

Ventilation : VMC

Désenfumage : sans objet

Installations électriques : conformes à la NF C 15.100 et au décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif à la protection des travailleurs au sein de l'établissement. Arrêt d'urgence à proximité des comptoirs de service.

Éclairage de sécurité : réalisé par des blocs autonomes d'éclairage de sécurité pour l'évacuation

Chauffage : pompe à chaleur multisplit

Installations de cuisson : sans objet

Installations de gaz : non

Moyens de secours :

- moyens d'extinction : extincteurs à eau pulvérisée et adaptés aux risques
- équipement d'alarme de type 4
- alarme prenant en compte les personnes en situation de handicap dans les locaux où elles peuvent se trouver isolées (flashes lumineux)
- moyens d'alerte : téléphone urbain
- défense extérieure contre l'incendie : (arrêté préfectoral du 10 novembre 2016 - RDDECI)

Nature du point d'eau	N°	Débit (m³/h sous 1 bar)	Distance (m)
poteau d'incendie	227.017	90	110
poteau d'incendie	227.014	90	180

Observation

*applicable durant la gestion de sortie de la crise sanitaire COVID-19
Obligation pour le public de présenter un Pass-sanitaire
pour accéder à certains ERP
mise à jour le 09 août 2021*

En application de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 et du décret n° 2021-1059 du 7 août 2021, les propriétaires et/ou exploitants, des établissements recevant du public sont chargés dans leurs établissements de faire respecter les mesures sanitaires édictées dans les textes précités.

Ces mesures prises par les propriétaires, et/ou exploitants ne doivent en aucun cas entraîner une gêne ou une obstruction à la vacuité des dégagements utiles à l'évacuation de l'établissement (R-143-7 du CCH - PE 11).

Avis de la commission

En conclusion, la sous-commission départementale de sécurité ERP / IGH émet un **avis favorable** à la réalisation des travaux, néanmoins les prescriptions suivantes doivent être appliquées :

N°	Prescriptions
1°)	Faire vérifier et entretenir périodiquement les installations techniques de l'établissement (chauffage, éclairage, installations électriques, moyens de secours) par des techniciens compétents. (PE 4)

N°	Prescriptions
2°)	<p>S'assurer que les portes à fermeture automatique prévues respectent bien les exigences de l'article CO 48 et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'elles comportent un déclencheur manuel d'ouverture à proximité, - qu'elles fassent l'objet d'un contrat d'entretien, - qu'elles s'ouvrent en cas d'absence d'alimentation en libérant la largeur totale de la baie, - qu'elles soient signalées à hauteur de vue pour éviter les heurts du public (PE 11)
3°)	<p>Afficher des consignes de sécurité précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des secours (18, 112) - l'adresse du centre de secours de premier appel, - les dispositions immédiates à prendre en cas d'incendie. (PE 27 §4)
4°)	<p>Respecter les conditions de sécurité applicables relatives à la gestion de crise COVID-19, et notamment le décret suivant (R 143-13 du CCH)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le Décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire et obligations relatives au pass-sanitaire.

Le Président de la Sous-Commission
Départementale de Sécurité ERP/IGH



Philippe SERVANTON